

Cas pratique sur un sujet de droit civil ou de procédure civile (1^{er} concours)

Note : 17/20

Enoncé du cas pratique :

Lors d'une passionnante conférence sur *L'influence de la pensée pré-socratique sur le droit de la responsabilité du Guatemala*, organisée le 20 juin 2005 par l'université où ils sont tous les deux étudiants, Louis Ripert rencontre Georgette Josserand. C'est le coup de foudre immédiat et réciproque et les deux amoureux décident de se marier au plus vite, ce qu'ils font le 30 septembre 2005, sans contrat de mariage.

Le bonheur leur sourit dans un premier temps puisque Louis Ripert est peu après embauché au contentieux de la banque CLL et que le couple met au monde une petite Hélène, née le 23 août 2006, et un petit Hector, né le 24 octobre 2007. Georgette Josserand renonce alors à chercher un travail pour se consacrer à sa progéniture. Le couple s'installe dans une villa que Louis Ripert a héritée de sa tante, située à Montpellier.

Mais leur vie de couple bascule lorsqu'en juin 2008 Louis Ripert rencontre une jeune stagiaire de la banque avec laquelle il entretient immédiatement une liaison. Louis Ripert lui transfère chaque mois une part importante de son salaire. Il décide également de lui céder la maison de Montpellier, avec toutefois une réserve d'usufruit au profit de Georgette.

Georgette Josserand, lassée du comportement de son mari, qui refuse désormais de lui adresser la parole, décide de demander le divorce.

Elle vient vous demander conseil et souhaiterait notamment savoir :

- si elle peut revenir sur les actes passés par son mari au profit de sa maîtresse (4 points) ;
- quel type de divorce serait le plus adapté à sa situation et quel tribunal saisir (6 points) ;
- n'ayant pas de ressources financières, elle se demande comment elle va pouvoir subvenir à ses besoins et comment ses enfants Hélène et Hector, sur lesquels elle souhaite continuer à exercer l'autorité parentale avec Louis, vont subvenir aux leurs (5 points) ;
- elle doit faire face à la demande d'une galerie de peinture de Sète, dans laquelle Louis Ripert a acheté en 2007 un tableau du célèbre peintre Bombas « Coucher de soleil sur la Méditerranée » pour 50 000 euros. La galerie lui réclame les 30 000 euros restant à payer (5 points).

La situation de Madame JOSSERAND (Madame J.) suscite quatre séries de questions. Il convient au préalable de rappeler que les époux J. se sont mariés en 2005 sans contrat de mariage préalable. Ils sont donc soumis au régime légal, qui est le régime de la communauté réduite aux acquêts, conformément à l'article 1400 du code civil.

1) L'éventuelle remise en cause des actes passés par le mari au profit de la maîtresse :

Monsieur J. entretient une relation adultère depuis le mois de juin 2008 et a effectué deux actes en faveur de sa maîtresse, sur lesquels il convient de s'arrêter successivement.

En premier lieu, Monsieur J. a transféré une part importante de son salaire à sa maîtresse Madame J peut-elle revenir sur ces versements ?

Les gains et salaires sont des biens particuliers, provenant du travail personnel de l'époux. Conformément au principe d'autonomie de chaque époux, l'article 223 du code civil, qui a vocation à s'appliquer à tout régime matrimonial, s'agissant du régime dit primaire impératif, dispose que « chaque époux peut librement exercer une profession, percevoir ses gains et salaires et en disposer après s'être acquitté des charges du mariage ». Toutefois, l'article 1401 du code civil prévoit que dans le régime de communauté légale, les gains et salaires sont des biens communs. L'articulation entre ces deux textes aboutit à faire prévaloir le régime primaire, la cour de cassation rappelant que le caractère commun ne fait pas obstacle à la libre disposition des salaires. Il faudra distinguer si les salaires, en pratique ont été déposés sur un compte commun et éventuellement économisés (par ex. 1^{ère} civ, 29 fév. 1984). Par ailleurs, la libre disposition autorise ainsi l'époux à effectuer des donations, même au profit d'une concubine. La jurisprudence statue en ce sens (1^{ère} civ, 25 janvier 2005 et 14 novembre 2007). D'ailleurs, la libéralité consentie à une concubine n'est plus considérée comme nulle de ce seul fait (A.P. 29 octobre 2004). En l'espèce, Monsieur J. pouvait donc valablement céder une partie de son salaire à sa maîtresse. Toutefois, il faudra que celui-ci ait rempli les obligations découlant du mariage et notamment la contribution aux charges du mariage prévue par l'article 214 du code civil. Monsieur J. verse une somme « importante » de son salaire, ce qui peut paraître excessif. Néanmoins, celui-ci a mis à disposition de la famille une maison dont il a hérité. La contribution aux charges du mariage peut s'effectuer en nature, et la mise à disposition d'un logement en fait partie. En définitive, les donations ne pourront être remises en cause que dans l'hypothèse où madame J. établirait un défaut de contribution ou une contribution insuffisante de son mari.

En second lieu, Monsieur J. a cédé la maison dont il a hérité à sa maîtresse en prévoyant une réserve d'usufruit. Cet acte peut-il être contesté ? La maison ayant été acquise par héritage, il s'agit d'un bien propre du mari, en application de l'article 1405 du code civil. Il en a donc la libre disposition conformément aux articles 225 et 1428 du code civil. Cependant la maison constitue aussi le logement de la famille qui fait l'objet d'une protection par l'article 215 al. 3 du code civil. Les actes de dispositions sur le logement nécessitent le consentement des deux époux, à défaut duquel il est possible d'en demander la nullité. Cette disposition concerne également les biens propres, servant de logement familial. A priori, Madame J. pourrait solliciter l'annulation. Toutefois, Monsieur J. lui a réservé l'usufruit ce qui signifie qu'elle pourra se maintenir dans les lieux. L'atteinte au logement paraît limitée, et la jurisprudence a pu considérer qu'une vente avec réserve d'usufruit à l'épouse ne portait pas atteinte à l'article 215 du code civil (TGI Paris, 16 déc. 1970, et a contrario, refus lorsque l'usufruit ne bénéficie qu'au vendeur 1^{ère} civ 16 juin 1992). En conséquence, il semble que Madame J. ne pourra remettre en cause la vente du bien propre.

2) Le divorce :

Madame J. souhaite savoir quel type de divorce serait le plus adéquat à sa situation et quelle sera la juridiction compétente.

En premier lieu, s'agissant du type de divorce envisageable la loi du 26 mai 2004 a réformé le droit du divorce. Le divorce par consentement mutuel paraît à exclure. En effet, même si les époux pourraient être d'accord sur le principe de la rupture, il est peu probable qu'ils s'entendent quant aux effets du divorce, notamment concernant les mesures relatives aux enfants ou le versement de la prestation compensatoire. Le divorce pour altération définitive du lien conjugal semble également difficile en l'espèce. Cette nouvelle forme de divorce prévue à l'article 237 du code civil est un divorce contentieux, dont la procédure est identique aux divorces pour faute. Il faut toutefois une altération définitive du lien conjugal

qui va s'illustrer par une séparation des époux depuis 2ans au jour de l'assignation en divorce. Or, l'énoncé ne précise aucune séparation des deux époux. Ce type de divorce n'est pas envisageable pour le moment. En revanche, le divorce pour acceptation du principe de la rupture, prévu à l'article 233 du code civil, divorce sur demande acceptée pourrait éventuellement être envisagé. Il est précisé que Monsieur J. n'adresse plus la parole à sa femme, ce qui peut laisser penser qu'il serait d'accord sur le principe de la rupture. Il appartient ensuite au juge de fixer les effets du divorce. Il convient de préciser que ce type de divorce nécessite la mise en œuvre de la procédure contentieuse, commune au divorce pour faute ou pour altération définitive du lien conjugal, qui débute par une requête initiale ne mentionnant pas la cause de divorce (articles 251 du code civil et 1106 du CPC). A tout moment au cours de la procédure les époux pourront accepter le principe de la rupture du mariage (art. 1123 du CPC).

Enfin, la situation du Madame J. lui laisse la possibilité de recourir au divorce pour faute prévu par l'article 242 du code civil. Même si l'adultère n'est plus une cause péremptoire de divorce, l'article 242 vise un manquement grave ou renouvelé aux obligations du mariage. L'adultère constitue incontestablement un manquement à l'obligation de fidélité prévue à l'article 212 du code civil, qui peut justifier un divorce pour faute. Madame J. pourra éventuellement faire état des problèmes de contribution aux charges du mariage. En outre, le divorce pour faute lui laisse la possibilité de solliciter des dommages et intérêts en raison de la séparation des conséquences de la rupture, conformément à l'article 266 du code civil.

Etant donné que le code civil prévoit la possibilité de passerelle vers un divorce par consentement mutuel à tout moment de la procédure (art 247 du C. Civ) et que l'accord sur le principe de la rupture peut également intervenir à tout moment (art 1123 CPC), il semble que Madame J. a tout intérêt à déposer une requête en divorce, puis assigner en divorce pour faute exclusive, avec faculté de modifier le fondement de sa demande en cours de procédure.

En second lieu, en tout état de cause, le tribunal compétent pour le divorce sera le juge aux affaires familiales du tribunal de grande instance qui dispose d'une compétence d'attribution exclusive en matière de divorce (art L213-3 du COJ). La juridiction territorialement compétente sera le tribunal situé dans le ressort de la résidence de la famille (article 1070 du CPC). Il s'agira donc en l'espèce du juge aux affaires familiales de Montpellier.

3) Les ressources de Madame J. et ses enfants :

Madame J. n'ayant pas de profession, elle s'interroge sur ses facultés de subvenir à ses besoins et à ceux de ses enfants.

En premier lieu, les obligations du mariage obligent les époux à se prêter secours et assistance mutuelle (article 212 du code civil). Pendant le mariage, l'obligation de secours se confond avec celle de contribution aux charges du mariage. Elle ne retrouve sa « pleine vocation » qu'au moment de la séparation des époux. Ainsi d'une part, pendant la procédure de divorce, des mesures provisoires peuvent être ordonnées par le juge pour assurer leur existence aux époux. Ainsi, en application de l'article 255 du code civil, Madame J. pourra solliciter une pension alimentaire pour assurer son existence, mais aussi un droit sur le logement familial et même une provision « ad litem » pour les frais d'instance. Le fait que la maison soit en propre ne fait pas obstacle à l'octroi d'un droit de jouissance au profit de Mme J.

D'autre part, à l'issue de la procédure de divorce, le devoir de secours prend fin. Néanmoins, les époux peuvent solliciter l'octroi d'une prestation compensatoire, selon les modalités de l'article 270 du code civil. Cette prestation compensatoire permettra de compenser les disparités causées par la rupture du mariage dans les conditions de vies respectives. En l'espèce, Madame J. n'ayant aucun revenu, il est fort probable qu'elle pourra obtenir l'octroi d'une prestation compensatoire. Celle-ci sera évaluée en fonction des besoins de l'époux auquel elle est accordée et des ressources de l'époux qui doit la verser. Le code civil fixe une liste de critères afin d'en fixer le montant (article 271 du code civil) tels que l'âge des époux, la durée du mariage et leur situation professionnelle notamment. Cette prestation compensatoire est en principe versée sous forme de capital, et peut également constituer en l'octroi d'un droit d'usufruit sur un immeuble (art 274 du code civil) ce qui peut être intéressant pour madame J. Ce n'est qu'à titre exceptionnel que la prestation est versée sous forme de rente.

En second lieu, Monsieur J. est également tenu d'obligations envers ses enfants. S'agissant des conséquences du divorce quant aux enfants, la loi du 4 mars 2002 a « désolidarisé » la situation de divorce des parents et l'exercice de l'autorité parentale. Le principe est que les parents exercent en commun l'autorité parentale, même en cas de séparation (art 373-2 du code civil). Dans cette hypothèse, seul doivent être organisés par les parents, par convention, ou à défaut, par le juge les conditions de résidence des enfants et le droit de visite et d'hébergement bénéficiant au parent chez qui ils ne résident pas. En l'espèce, l'autorité parallèle devrait être exercée par les deux parents, il n'y a apparemment aucune cause de retrait ou de suspension, et madame J. pourra demander à assurer la résidence des enfants chez elle. Elle s'est toujours occupée de leur éducation, dès lors, l'intérêt des enfants, qui doit guider le juge, devrait aller en faveur de Madame J. En outre Monsieur J. doit contribuer à l'entretien et l'éducation des enfants, même en cas de séparation et s'ils ne vivent pas avec lui. Dans cette hypothèse ce devoir prend la forme d'une pension alimentaire versée au parent auquel les enfants sont confiés (art 373-2-2 du code civil). Cette contribution ne cessera pas forcément à la majorité de l'enfant. Elle sera évaluée en fonction des ressources du débiteur et des besoins des enfants et pourra prendre la forme de prise en charge directe de certains frais.

4) La demande de la galerie :

Une galerie d'art demande à Mme J. de payer une somme de 30 000 euros restant à payer sur un tableau acheté par Monsieur J. pendant le mariage. Madame J. est-elle tenue de régler cette somme ?

Le mariage crée une obligation particulière de solidarité entre les époux, prévue à l'article 220 du code civil. Il s'agit d'une règle du régime primaire impératif qui s'applique donc à tout régime matrimonial. L'article 220 du code civil prévoit la solidarité entre époux pour les dettes ménagères relatives à l'entretien du ménage ou à l'éducation des enfants. Cette règle permet au tiers cocontractant d'obtenir le paiement de la part de l'un ou l'autre des époux, même s'il n'a pas consenti à l'acte. Toutefois l'article 220 alinéa 2 exclut la solidarité pour les dépenses manifestement excessives eu égard au train de vie du ménage l'alinéa 3 exclut les emprunts et achats à tempérament.

En l'espèce, l'achat d'un tableau d'un peintre célèbre rentre-t-il dans les dépenses nécessaires à l'entretien du ménage ? Eu égard au prix de cet achat, 50 000 euros, il s'agit d'une dépense excessive : Monsieur J. travaille dans le service contentieux d'une banque et

perçoit vraisemblablement un salaire moyen. Cet achat n'a en outre aucune « utilité » pour l'entretien du ménage, il s'agit d'une dépense destinée à l'agrément et au plaisir d'un amateur d'art. Il semble donc que cette dépense doive être exclue des dettes ménagères. La solidarité ne jouera pas. La galerie ne pourra donc pas demander le paiement de 30 000 euros. En revanche, il s'agit d'un achat effectué pendant le mariage, et donc d'un acquêt. Dès lors ce tableau est considéré comme un bien commun. Le paiement de la dette, commune, pourra donc être poursuivi par les créanciers sur les biens communs, Madame J. devra également supporter la charge finale à hauteur de 50 % du montant de la dette soit 25 000 euros. Si elle est amenée à régler avec des fonds communs les 30 000 euros, Monsieur J. devra alors, au moment de la dissolution du mariage, payer à la communauté une récompense, calculée conformément aux dispositions du code civil relatives au régime de communauté.